



Non au Maccarthysme dans les SPIP !

secretariat.federation@ufap.fr

Pantin, le 27 novembre 2025

L'UFAP UNSa Justice dénonce avec la plus grande fermeté les récentes mises en cause des personnels d'insertion et de probation par le ministre de la Justice, la classe politique, les médias et la direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP). Elle dénonce également les attaques répétées du ministère de la Justice et de la DAP contre nos missions, notre crédibilité et notre intégrité depuis le début de l'année. **Récemment, la dérive populiste du Garde des Sceaux et de ses valets de l'administration pénitentiaire a une nouvelle fois franchi les limites de la décence** à la suite de l'évasion d'un détenu lors d'une permission de sortir au planétarium de Rennes.

Résultat : attaqués dans leurs valeurs intrinsèques, mis en cause pour avoir simplement exercé leurs missions, les personnels sont démis ou démissionnent, ou sont convoqués devant diverses autorités. Une mission flash diligentée par le Garde des Sceaux doit déterminer avant le vendredi 5 décembre les « responsabilités » de l'ensemble des acteurs de la chaîne pénitentiaire.

L'UFAP UNSa Justice n'acceptera jamais qu'on touche aux personnels, et surtout pas à des personnels qui n'ont fait que leur travail !

Ces purges politiques dignes des grands procès de Moscou et la chasse aux sorcières façon McCarthy sont intolérables et doivent cesser sans délai. **L'UFAP UNSa Justice apporte évidemment son soutien aux personnels d'insertion et de probation jetés en pâture à la vindicte populaire.**

L'UFAP UNSa Justice dénonce également les attaques contre les missions du SPIP et le travail quotidien de leurs personnels par des membres du gouvernement avec des discours à l'emporte-pièce qui ne servent qu'à alimenter des polémiques dans les médias. De plus, **l'UFAP UNSa Justice condamne les doubles discours** d'un ministre et d'une administration pénitentiaire qui, d'une main, ouvrent en grande pompe des « Etats Généraux de l'Insertion et de la Probation », et de l'autre prennent les personnels à la gorge ! **Trop, c'est trop !**

Les personnels des SPIP ne sont ni les souffre-douleurs, ni les faire-valoir d'un ministre en campagne et d'un directeur de l'administration pénitentiaire carriériste !

D'ores et déjà, et sans exclure d'autres formes d'action, l'UFAP UNSa Justice annonce :

- **La suspension de sa participation aux Etats Généraux de l'Insertion et de la Probation sur l'ensemble du territoire et à tous les niveaux. Stop à l'hypocrisie !**
- **La saisine du Comité Social d'Administration des SPIP sur la répression dont sont victimes les personnels du SPIP 35. Il est temps pour la DAP de rendre des comptes !**

L'UFAP UNSa Justice tient à rappeler :

- **Sa confiance** dans l'expertise, le professionnalisme et l'intégrité des personnels exerçant en SPIP ;
- **Son attachement** aux missions dévolues aux SPIP, à savoir la réinsertion et la lutte contre la récidive, ainsi qu'à l'ensemble des pratiques professionnelles des personnels d'insertion et de probation, y compris l'autonomie dont ils bénéficient dans la délivrance de leurs avis ;
- **La légitimité et la légalité** de tous les dispositifs visant à œuvrer concrètement pour l'individualisation des parcours de peine et la réinsertion des personnes placées sous-main de Justice.

Les activités sportives et éducatives, les prises en charge collectives, les permissions de sortir individuelles ou collectives, les aménagements de peine et tous leurs actes préparatoires ne sont pas des accessoires ou des provocations à l'égard de nos concitoyens. Ils ne sont ni des gadgets ni des lubies. Ils sont des éléments indispensables à l'évaluation des PPSMJ, à la lutte contre la récidive et à la réadaptation des détenus à la vie en milieu libre.

L'administration pénitentiaire a la charge de l'exécution des décisions de l'autorité judiciaire. Elle ne doit pas s'y substituer et ne peut pas y faire obstacle. Si la politique pénale et les régimes de détention se contredisent, si la politique du gouvernement se heurte à la réalité judiciaire, il appartient au législateur d'y remédier. Chacun ses missions constitutionnelles, chacun son champ de compétence. Au risque, sinon, d'obtenir la soupe indigeste qu'on essaye aujourd'hui de faire avaler aux personnels.

A quoi bon claironner partout la place centrale des SPIP dans la chaîne pénale et reconnaître l'expertise des personnels d'insertion et de probation, si on ne les laisse pas exercer leurs missions ? Et comment promettre à nos concitoyens davantage de sécurité quand on refuse à ceux chargés de prévenir la récidive d'utiliser leurs outils professionnels ?

Des personnels ligotés et bâillonnés, condamnés à l'impuissance mais vilipendés à chaque fait divers, voilà ce à quoi nous sommes réduits. Honte à vous Messieurs le ministre et le directeur de l'administration pénitentiaire !

L'UFAP UNSa Justice ne laissera pas les ambitieux de la DAP et de la Chancellerie nous humilier et nous menacer une journée de plus.

Le secrétaire national pour les SPIP

Simon-Pierre LAGOUCHE